

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20220628-lmc1171322-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 5 juillet 2022  
Date d'affichage : 04/07/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	16	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p><b>N° 22/06/128</b></p> <p><b>BUDGET PRINCIPAL - CONSTITUTION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS</b></p>		

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/128**

**O B J E T : BUDGET PRINCIPAL - CONSTITUTION DES  
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET  
CHARGES ET AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS  
CIRCULANTS**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article D5217-22,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'instruction budgétaire et comptable M57,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

**CONSIDERANT** le principe comptable de prudence et le principe de sincérité budgétaire qui impliquent de comptabiliser dans les charges de la collectivité d'une part, les provisions destinées à couvrir les risques et charges que des événements inhérents à son activité, survenus ou en cours, rendent probables, et d'autre part, les dépréciations des actifs circulants,

**CONSIDERANT** que les dotations aux provisions et aux dépréciations doivent notamment être constatées :

- 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole ;
- 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code du Commerce ;
- 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public,

**CONSIDERANT** les recommandations visées au paragraphe 5.3 du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur en date 1<sup>er</sup> octobre 2020 relatif à la gestion de la Métropole pour les exercices 2013 et suivants,

**CONSIDERANT** la nécessité d'appréhender les risques et de se prononcer sur la nature des provisions à constater sur le budget principal pour l'exercice 2022 :

**1. Provisions pour litiges et contentieux (article 15111) :**

- Contentieux avec recours à un avocat (hors personnel) :

Il s'agit de contentieux pour lesquels la Métropole a sollicité le recours à un avocat, que le contentieux soit d'ores-et-déjà introduit devant une juridiction ou qu'il soit encore en phase amiable, et qui présentent un risque sérieux d'emporter la responsabilité de la collectivité.

Il est proposé de constituer pour 2022 quatre dotations pour un montant total de **124 000 €**, au titre des litiges suivants :

- Deux litiges liés à une action indemnitaire ;
- Un litige visant une requête en résolution de vente ;
- Un litige concernant un recours contre une injonction.

- Provisions pour risques portant sur des frais de personnel :

Cette ligne vise à couvrir le risque financier relatif aux contentieux de personnels introduits devant une juridiction. Le montant des provisions qu'il est proposé de doter en 2022 s'élève à **451 600 €** et concernent 5 recours indemnitaires et un reclassement de groupe.

## **2. Provisions pour garanties d'emprunt (article 15171) :**

Ce point est uniquement mis pour information en vue de justifier de l'absence de provision.

Lorsque la collectivité octroie une garantie d'emprunt, elle n'est pas tenue de la provisionner.

Toutefois, dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce, la collectivité peut être appelée en garantie à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, généralement par l'établissement prêteur.

Cette provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru.

Au regard de la nature des garanties accordées jusqu'à présent figurant au compte administratif 2021 et de la qualité de ses bénéficiaires, il est pour le moment proposé de ne pas prendre de provision pour garanties d'emprunt.

## **3. Provisions pour risques et charges sur emprunts (article 1521) :**

Ce point est uniquement mis pour information en vue de justifier de l'absence de provision.

Les provisions constituées pour des risques financiers sur des emprunts structurés ou « complexes » sont enregistrées dès lors que leur taux d'intérêt est susceptible de devenir très supérieur au taux que la collectivité aurait obtenu en souscrivant à l'origine un emprunt à taux fixe ou à taux variable simple.

Compte tenu de notre encours de dette composé uniquement d'emprunts sécurisés de type 1-A selon la charte Gissler, il est proposé de ne pas prendre de provision pour risques et charges sur emprunts.

## **4. Provisions pour compte épargne temps (article 1541) :**

Des provisions peuvent être constituées pour couvrir les charges afférentes aux jours épargnés sur CET par l'ensemble des personnels.

Ces provisions sont ajustées à chaque clôture, notamment pour couvrir le coût que la collectivité supporte du fait des conditions de consommation des droits ouverts aux personnels concernés (indemnisation, congés, prise en compte par le régime de retraite additionnelle de la fonction publique...).

A titre d'information, la Métropole a indemnisé environ 308 000 € en 2021 au titre du compte épargne temps.

Pour mémoire, le nombre de jours accumulés à la clôture de l'exercice est le suivant :

Exercice	Nombre de jours accumulés	Total
2020	33 101	3 213 355 €
2021	31 011	2 872 905 €

Afin de couvrir les demandes exceptionnelles qui pourraient survenir, il est proposé de constituer pour 2022 **une provision à hauteur de 350 000 €**.

#### **5. Dépréciations des comptes de redevables (compte 4911) :**

S'agissant des créances en attente de recouvrement, il est nécessaire de constituer une provision lorsque le recouvrement des créances apparaît compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Le CGCT ne fixant pas de méthode de calcul, il incombe à la collectivité de déterminer les modalités de constitution.

Au vu des restes à recouvrer transmis par le comptable public au 31 décembre 2021, et en concertation avec lui, il est proposé de provisionner dans un premier temps :

- Le montant intégral des créances connues à ce jour pour lesquelles une procédure collective est ouverte à l'encontre des redevables concernés, il est évalué à **1 398 054 €** ;
- Le montant des restes à recouvrer sur la période 2006 à 2017, estimés à 143 910 € (hors débiteurs publics, hors délais accordés par le comptable public et hors procédures collectives), selon les modalités suivantes :
  - Provisionnement à 100 % pour les créances inférieures à 30 € (seuil minimum des poursuites pour un redevable), elles sont estimées à **215 €** ;
  - Provisionnement à hauteur de 50 % pour les créances comprises entre 30 € et 130 € (seuils réglementaires de mise en œuvre des oppositions à tiers détenteurs, 30 € auprès des tiers détenant des fonds pour le compte du redevable, ou 130 € auprès des établissements bancaires), elles sont estimées à 2 546 € soit une provision de **1 273 €** ;
  - Provisionnement à hauteur de 30 % pour les créances supérieures à 130 €, elles sont estimées à 141 298 € soit une provision de **42 390 €**.

**La provision totale s'élève à 1 441 932 €** et sera ajustée en fin d'exercice soit par une reprise si la dépréciation s'avère trop importante, soit par une dotation complémentaire si celle-ci, au contraire, s'avère insuffisante.

**CONSIDERANT** que ces provisions seront constituées selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires conformément au récapitulatif suivant :

Nature de la dotation	Débit	Crédit	Montant
Provision pour litiges et contentieux	6815	15111	575 600 €
Provision pour garanties d'emprunt	6865	15171	0 €
Provisions pour risques et charges sur emprunts	6865	1521	0 €
Provision pour CET	6815	1541	350 000 €
Dépréciation des comptes de redevables	6817	4911	1 441 932 €
<b>Total :</b>			<b>2 367 532 €</b>

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé ci-dessus.

### **ARTICLE 2**

**DE CONSTITUER** les provisions décrites ci-avant selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à leur comptabilisation seront inscrits au budget principal pour l'exercice 2022.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que ces provisions seront par la suite ajustées annuellement en fonction des besoins.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 73

CONTRE 0

ABSTENTION 6

Madame Basma BOUCHKARA, Monsieur Philippe LEROY,  
Monsieur Anthony CIVETTINI, Madame Cécile MUSCHOTTI,  
Madame Rachel ROUSSEL, Monsieur Michel DURBANO.

